

# Un Témoignage : HIROSHIMA

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE.

Cinquante-quatrième année. — N° 197

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 7 OCTOBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Queuille balance...  
le grand Charles  
attend...

## L'Ane de Buridan

PENDANT une quinzaine de jours, nos ministres ont discuté ferme autour du problème salaires-prix, chacun ayant la prétention de le résoudre à sa manière. Il n'est pas ici de notre propos d'examiner l'aspect économique de cette « crise à froid », mais uniquement l'attitude curieuse des socialistes et des modérés, les premiers devenant « libéraux », les autres « dirigistes ».

En effet, le relâchement du contrôle des salaires par l'Etat est une atteinte à un des principaux piliers de toute politique antilibérale. Par contre, leur libre discussion, ainsi que la liberté des prix, est le but que se proposent d'atteindre tous ceux qui se flattent de pouvoir opérer un retour vers les âges d'or du capitalisme pur.

Mais cela est un principe. Les libéraux d'aujourd'hui, soutenus par les « stabilisateurs » genre Queuille, n'entendent diriger leurs efforts que dans une seule direction : celle des prix.

Et leur émotion fut profonde de constater que les socialistes, rompant une si longue fraternité gouvernementale, s'étaient délibérément rangés dans le clan des trublions. Et lorsque Moch déclara qu'il ne fallait plus compter sur lui pour matraquer les travailleurs, sans doute la consternation fut-elle portée à son comble.

On n'y comprenait d'ailleurs plus rien. Les uns étaient dirigistes pour les salaires et libéraux pour les prix, les autres avaient une position inverse, Queuille cherchait une impossible synthèse entre la hausse inévitable due à la dévaluation et la baisse autoritaire. Cette synthèse est trouvée. Du moins on nous l'affirme et il paraît même que ces messieurs peuvent se regarder sans rire !

De cette pantalonade, retenons une chose. La S.F.I.O., songeant aux élections, découvre brusquement que de nombreux travailleurs ne gagnent pas de quoi manger à leur faim et saute sur l'occasion pour redorer un blason de plus en plus maculé par les doigts sales des Moch, des Guy Mollet, Blum et Cie.

Après avoir trempé dans toutes les combinaisons ministérielles les plus louches, et comptant dans ses rangs un Ramadier, elle veut quand même poser en « défenseur du peuple » et satisfaire ainsi sa filiale : F. O.

Quant au chef du Gouvernement, au milieu de ces agitations, il reste à peu près immobile, ne sachant s'il doit mordre à droite ou à gauche.

Comme l'âne de Buridan, entre son seau d'eau et son picotin d'avoine, il finira sans doute par se dessécher complètement, si toutefois le Parlement dès la rentrée l'y autorise. Et cela est peu probable. La faim et la soif sont intenses du côté de M. Reynaud, où l'on sait ce que l'on veut.

Le picotin d'avoine et le seau d'eau sont bien tentants et, plutôt que de les abandonner pour un retour anticipé devant les électeurs, gageons, le cas échéant, que des successeurs sauront parfaitement s'en accommoder.

lib

## M. le Ministre va-t-en guerre contre les atrocités

M. Coste-Floret, au cours d'un exposé sur l'Indochine fait au Conseil des Ministres, aurait abordé la question des atrocités commises au Viet-Nam par les troupes d'occupation.

Bien entendu, il aurait fait état d'ordres formels du commandement militaire qui auraient contribué à faire à peu près disparaître de tels faits, et d'une enquête en cours qui permettrait de supprimer les abus pouvant encore subsister. Ces abus (admirons le terme !) auraient même été sévèrement punis depuis longtemps puisque sanctionnés par des condamnations à mort suivies d'exécution de soldats du corps expéditionnaire.

Comme le fait remarquer Combat, qui relate ces déclarations, il en résulte que « les protestations élevées de tous côtés contre de telles atrocités étaient motivées, et les démentis officiels superflus. »

Il n'y a pas d'ailleurs lieu de s'illusionner sur la valeur des belles promesses ministérielles. Personne n'ignore ni même ne peut faire semblant d'ignorer qu'une des habitudes les plus invétérées des autorités supérieures consiste à nier ce qui les gêne ou lorsque de telles négations sont par trop impossibles, à minimiser les faits, à promettre des enquêtes et, comble de l'art, à annoncer des mesures déjà prises destinées à empêcher le renouvellement de « ces faits regrettables ».

Comme preuve de sa bonne foi, on brandit même triomphalement les sanctions déjà prises.

Il me semble déjà avoir entendu parler, il y a peut-être sept ou huit ans, de sanctions prises contre des soldats allemands coupables de crimes contre des civils français. Cela suffisait-il pour éliminer la responsabilité du gouvernement et du haut commandement hitlériens dans les fusillades, tortures, massacres et déportations ?

Puisque M. le Ministre croit pouvoir se laver du sang des Annamites massacrés et torturés, grâce à celui de soldats fusillés, il pourrait peut-être publier les noms des condamnés et leurs grades. Certaines enquêtes et en particulier celle de « Témoignage Chrétien » ont signalé des faits précis où il ne s'agissait pas de vulgaires « exagérations » de simples soldats, mais de systèmes organisés où les coupables sont des gradés et même des officiers.

Nous ne sommes pas de ceux qui se gargarisent du sang des bourreaux, nous ne réclamons pas des poteaux d'exécution, cela ne résoud rien. Nous voulons simplement savoir si M. Coste-Floret est de bonne foi ?

Les simples soldats, les sous-offs et

## HITLER FAIT ÉCOLE

## La Médecine

sera-t-elle au service de la Police ?

Il est une tradition qui déplaît particulièrement aux tenants de la dictature policière, c'est celle du secret professionnel des médecins et auxiliaires médicaux.

On se souvient que les autorités d'occupation nazies avaient promulgué un édit qui avait déclenché l'indignation générale : les médecins étaient tenus de dénoncer tous les blessés par armes à feu qu'ils auraient à soigner. Cette obligation n'avait d'ailleurs pas été reconnue dans les faits par le corps médical. Et s'il s'est trouvé quelques pauvres types assez vils pour obéir à cet ukase infâme, il a vraisemblablement été ultérieurement classé comme délateur (encore qu'à mon avis cette délation là fût plus ignoble que toute autre).

Il paraît que la France, nation occidentale, fait partie des terres de démocratie et de liberté, par opposition au totalitarisme hitléro-stalinien, mais tous les jours le totalitarisme policier s'implante par de nouvelles tentacules.

C'est ainsi que la presse relate, sans commentaires, une proposition que M. Robert Lecourt aurait l'intention de faire au conseil des ministres (au moment où ces lignes paraîtront ce sera peut-être déjà un projet de loi ou même un décret).

D'après « Combat » le texte de M. Lecourt imposerait aux médecins et sages-femmes :

- 1) de faire connaître les cas d'interruption de grossesses qu'ils auront constatés ;
- 2) de déclarer obligatoirement les agissements des avorteurs au président de l'Ordre des médecins qui communiquera ces renseignements au procureur de la République.

On se souvient du tollé qui avait accueilli une décision plus anodine lorsque le gouvernement avait cru pouvoir relever les médecins du secret professionnel dans les affaires d'avortement, les autorisant, sans leur enlever d'en faire une obligation, à dénoncer les auteurs d'avortements, sans toutefois pouvoir dénoncer les « opérées » elles-mêmes. (Suite page 2, col. 2.)

## Scandale de l'école libre à la Grand'Combe

MINEURS de la Grand'Combe, l'Etat s'est emparé de votre école, disent les dirigeants ecclésiastiques et de l'A.P.E.L. (1) et généreusement, en bons ouvriers que vous êtes, vous vous révoltez, vous manifestez, vous créez une agitation qui sera profitable, pense le Clergé, à l'Enseignement Catholique tout entier. Que fait le Clergé pendant ce temps ? Est-il à vos côtés pour l'action ? Mgr l'Evêque de Nîmes inaugure tranquillement les « nouvelles » écoles libres de Bessèges (Gard). Mgr Delay, archevêque de Marseille, inaugure en grande pompe la « nouvelle » école libre de Gréasque.

Le transfert des anciennes écoles à l'Etat s'est-il effectué avec agitation ? Non. Peut-être les conditions financières étaient-elles particulièrement avantageuses ? Ou bien a-t-on jugé en HAUT-LIEU que vous étiez, vous, plus facilement inflammables ?

Que fait l'A. P. E. L. pendant votre action ? Les membres sont-ils près de vous, agissant, pendant les boussculades ? Convenez-en, elle s'est adroitement retirée, avec de bonnes paroles :

« L'A. P. E. L. maintient sa décision ferme de se solidariser étroitement avec les mineurs qui luttent pour leur liberté familiale d'éducation et de leur apporter un appui SANS RESERVE. » (28 août 1949.)

Mineurs de la Grand'Combe, ces gens d'A. P. E. L. et d'Eglise se sont moqués de vous. Ils vous avaient déjà abandonnés en fait, et adroitement ils vous faisaient prendre SEULS la responsabilité de l'agitation préparée.

## L'Homme devant la Loi

## GARRY DAVIS est condamné

Garry Davis est condamné à huit jours de prison pour « infraction à la loi sur les étrangers ».

Malgré l'effort de ses avocats, malgré le témoignage de « l'intelligentsia », malgré la bonne volonté bonasse d'un président débonnaire, la loi, la loi anonyme, la loi haineuse et froide comme le couperet d'un boucher, a condamné un homme dont le « crime » consistait à se solidariser avec la paix.

Procès odieux, verdict ridicule.

Attention, la loi demain peut de nouveau jouer. Si Davis reste Davis — et pour notre part nous en sommes sûrs — la loi sera là, de nouveau, toute prête à accomplir son infâme besogne, de nouveau à la disposition de l'oppression, et l'homme du Vel d'Hiv, l'homme au bouillon, l'homme aux yeux clairs aura pour rester lui, une rude bataille à mener.

Travailleurs, militants, libertaires, entre l'homme en révolte contre le crime et la loi idiot et bestiale dressons le barrage de nos volontés associées.

« Les mineurs de la Grand'Combe ont déclaré vouloir assumer eux-mêmes la responsabilité des décisions à prendre. »

« Et, bien « chauffés », bien excités, vous avez « marché » !

Mineurs, ces gens vous ont trompés !

Ce n'est pas VOTRE école que vous défendez. Mais l'école VOULUE par vos PATRONS, gens puissants qui, grâce à leur fortune, ont fondé EUX-MEMES cette école voilà un siècle, et y ont mis les Frères. Ils ont voulu pour les familles.

par René-Pierre FROMENT

les de mineurs, cet enseignement éducatif de soumission, de renoncement. Et vous le savez, ne pas envoyer ses enfants à cette école, c'est se faire mal voir des patrons, risquer de perdre à la moindre occasion certains avantages, voire même son travail — sinon son logement.

Trompés subtilement, car à la longue, grâce à l'imprégnation des esprits, et à l'enseignement spécial répété, vous en êtes arrivés — à quelques exceptions — à croire « dur comme fer » que cette école était votre, que rien ne lui était supérieur dans le monde.

TROMPÉS encore, tout récemment, par l'A. P. E. L. et le Clergé.

Ils vous ont laissé croire que votre école vous était VOLEE !

Ils vous ont excité contre Jules Moch peut-être, qui « veut nos écoles » et

qui « a fait de cette affaire des Ecoles des Houillères, son affaire personnelle ».

Mais ils ne vous ont pas dévoilé la visite aimable que le Très Cher Frère François de Sales, délégué supérieur des Frères auprès du Gouvernement, avait rendu à Pâques 49, à Monsieur le Ministre — visite dont, paraît-il, il aurait déjà ramporté un délicieux petit chèque — et sûrement des assurances substantielles.

Ils ne vous ont pas dit que le Gouvernement avait promis 8 millions et l'Eglise autant (août 49).

Trompés donc sur la question des locaux. Et, en outre, grâce à ces bâtiments et à cette tromperie, pendant que vos dirigeants vous abandonnaient après leurs accords qu'ils se sont bien gardés de vous faire connaître, complètement du moins, ces mêmes gens vous excitaient, vous mettaient même dans une position de rebelles où en apparence ils n'avaient plus rien à voir.

Rebelles contre l'interdiction municipale du 1<sup>er</sup> octobre, par votre défilé à l'occasion de la rentrée des écoles laïques.

Rebelles contre la décision du Tribunal d'Alès du 13 juillet ; contre la décision renouvelée en appel, qui déclare la transaction équitable.

En effet, le transfert est légal, et outre les arrangements méconnus, l'Etat accorde des baraquements provisoires — reconnus convenables par la Commission d'hygiène de la Cour de Nîmes. Et n'avez-vous pas encore reçu des gens riches l'hospitalité à la villa Béchard ?

Et les constructions nouvelles sont déjà en cours, devant être terminées en février.

(Suite page 2, col. 3.)

## HIROSHIMA

Nous publions, à la page 3, deux lettres qui nous ont été envoyées par nos camarades anarchistes du Japon, victimes du bombardement atomique d'Hiroshima.

Traduites du japonais en espéranto et de l'espéranto en français par notre camarade Champs, nous avons tenu à en



respecter l'esprit et la lettre. Nos lecteurs, à travers leur style un peu naïf pour des Occidentaux, mais combien vrai et émotionnant, vont pouvoir se rendre compte de la terrible vérité que l'on cherche, aujourd'hui, à dissimuler. N. D. L. R.

## Grand Meeting de Solidarité

TOUS UNIS POUR :

la libération de MOREAU et de tous les objecteurs de conscience emprisonnés — l'abrogation du service militaire obligatoire sous la présidence de Louis LECOIN avec Ch.-A. BONTEMPS, André BRETON, Frank EMMANUEL, JOSPIN, Ed. ROTOT, FONTAINE, JOYEUX et la présence assurée de GARRY DAVIS

JEUDI 13  
Octobre  
1949  
à 20h.30

Grande  
Salle  
de la  
Mutualité







# HIROSHIMA

## L'hécatombe atomique

### Lettre de la camarade Sadako Kuriara

Membre du Conseil Local de la Fédération Anarchiste Japonaise

**L'EFFRAYANTE explosion de la bombe atomique lancée au-dessus d'Hiroshima, le 6 août 1945, à 8 h. 30, fut une féroce hécatombe, un massacre épouvantable, perpétré par ceux-là mêmes qui prétendent représenter la première civilisation du monde.**

**Sur l'immense détresse de ces populations qui en est résultée, ont été écrits un livre intitulé « Hiroshima », par l'Américain John Hersey, ainsi que quelques articles publiés par des Japonais sur leurs épreuves passées.**

**A la demande des camarades français, j'écris ici, me rapportant uniquement à ma mémoire. Je ne peux parler de ce sujet sans souffrir douloureusement dans mon cœur. Mais je tiens à dire à tous les camarades de France, qu'en ces tragiques circonstances, la population a agi d'une manière anarchiste, selon sa propre initiative, et au milieu d'une destruction sans limite. Je veux, par cela même, fortifier votre croyance au contact de la mienne, en la réalisation de notre idéal.**

riture est arrêtée. Naturellement, aucun ordre, aucun secours du gouvernement central !

La population a donc démontré sa grande solidarité et son autonomie dans ses actes librement organisés.

Aux réfugiés, la nourriture fut distribuée sans limite ainsi que les soins,

tous se mettant librement à leur service.

Cependant, devant le torrent de victimes, gravement blessées, il fut impossible d'aider tous les survivants restés dans les décombres de la ville, gémissant, s'effondrant dans les fatras de briques et de tuiles, avec sur leurs pauvres épaules, le brûlant soleil d'août. Aussi après quelques jours, s'allongea la liste des morts.

Dans la nuit, Hiroshima prenait un aspect plus terrifiant encore, entourée de monts en feu éclairant toute la ville en ruine, tandis que dans celle-ci, on incinérât les cadavres dans un feu crématore de Gehenne qui brûlait chaque nuit.

Dans les hôpitaux ou autres lieux de secours, on voyait un spectacle affreux. On y trouvait des géants grotesques ; c'était des morts dont le corps brûlé s'enflait, à cause de l'hydropisie, prenant un volume de presque trois fois la normale, et dont les cheveux étaient calcinés ; on ne pouvait même plus distinguer le sexe.

Ils étaient allongés en tas jusque dans les cours, avec auprès d'eux, des mourants criant sans cesse : « A boire, donnez-moi de l'eau ! ». Les secours étaient impossibles, on ne pouvait ni leur distribuer à boire ni à manger, et les défilants hurlaient comme des fous sur un ton aigu ; il vibrât une atmosphère surnaturelle et terrifiante.

Les survivants d'Hiroshima ont vécu dans la crainte de nouvelles menaces, soignant les blessés, enterrant ou brûlant les cadavres, jusqu'au 15 août, jour de la capitulation subite du Japon vaincu.

Après cette période, les organismes de l'autorité : chancelleries urbaines, préfecture, bureaux de police, refectionnèrent, n'ayant plus la crainte des attaques aériennes. Ensuite la sécurité de la propriété fut garantie, et remis en place, l'ordre régnant.

Quel était alors l'état d'esprit de la population ? Nous avons vu que, livrés à elles-mêmes, les masses se dirigeaient par elles-mêmes pratiquant la solidarité. Mais dès que réapparut l'appareil gouvernemental, ce fut la mise en réserve des biens privés.

Dans sa candeur, la population avait donné sans réserve, vêtements, nourriture, répondant à l'appel : « Sauvez Hiroshima ! ». Avec le rétablissement de l'autorité centrale, elle vint dans les ruines chercher les choses de valeur, pénétrant dans les maisons à demi détruites volant tout ce qui était encore utilisable, enlevant avec des poussettes, sans se cacher, meubles et matériaux de construction.

Bureaucrates et militaires, il est vrai,

donnèrent l'exemple, usurpant les réserves militaires et sous le prétexte d'en disposer pour la population, les vendant, gagnant ainsi beaucoup d'argent.

A la suite de ces injustices, se sont rétablis et prospèrent à Hiroshima, les offices gouvernementaux, banques et

grosses compagnies capitalistes, tout comme autrefois.

Pendant ce temps, on ne s'occupe ni des écoles ni des logements ouvriers. En fait, on ne trouve que de misérables baraquements plus primitifs, entre les restes désordonnés du brasier. Malgré cela, les dirigeants, les capitalistes et les gros propriétaires terriens utilisent l'enseignement commercial : « Hiroshima bombardée atomiquement », convertissant en pacifisme le militarisme d'hier. Ils tambourinent et claironnent pour « La ville de la paix » ou « Hiroshima la ville à visiter » dans le but de prendre un assignat spécial dans le budget de l'Etat et quémendant l'introduction de capitaux étrangers ou contraignant sans vergogne les touristes étrangers à la charité.

De cette manière, ces affairistes collectent de l'argent pour la reconstruction d'une Hiroshima qui n'a aucun intérêt commun avec la vie populaire, mais seulement pour reconstituer la colonie capitaliste.

La bombe atomique est maintenant utilisée par les politiciens et la bourgeoisie terrienne comme la marque commerciale d'Hiroshima. C'est ainsi que les citadins sont déjà en litige sur leur mot « Paix ».

Le mouvement « Hiroshima n'est plus ! » ne serait, lui aussi, qu'une sagesse utilisation de l'ambition politique s'il n'était issu du milieu même de ceux qui sont blessés ou qui ont des êtres chers disparus dans le bombardement atomique.

Ma famille et moi habitons en dehors de la ville d'Hiroshima, à une certaine distance. De ce fait ma maison n'a été qu'en partie détruite par la pression aérienne produite par l'explo-

A Hiroshima, les habitants qui avaient pu trouver à se loger en province, pour éviter la densité de la ville et ses dangers, étaient déjà partis tandis que la population restante vivait dans la crainte, s'exposant à chaque instant à la possible grande attaque aérienne. Dans l'intervalle, on se disait qu'aujourd'hui ayant passé aisément, demain se passerait encore bien de même ; avec cet optimisme on se rendait sur son lieu de travail.

Dans la matinée, je déjeunais devant ma table, le temps était beau.

Dans la ville, on prenait des précautions contre les bombardements que l'on sentait proches, détruisant par endroits des groupes d'habitations par trop denses. Pour effectuer ce travail, étaient mobilisés des soldats, des étudiants et des paysans réquisitionnés. Il régnait chez eux un sentiment d'oppression et de persécution en même temps tous entrevoient la fin possible de la guerre.

La position où est tombée la bombe était le centre de la ville, à proximité de la préfecture, dont les alentours étaient en voie de démolition. Quelques milliers d'hommes travaillant là en furent les victimes.

La deuxième colonne de l'armée du front occidental se rassemblait, attendant l'ordre d'entrer dans la caserne, sur la place dite « de parade », à proximité du centre de l'explosion. Elle a été exterminée avant de partir pour le front ; après cela, je n'ai retrouvé à cet endroit qu'un amas de ferraille rouillée.

Dans les écoles, c'était la récréation matinale. Après, dans les cours, dans l'affolement général, on ne retrouvait plus que de pauvres petits cadavres



tombés les uns sur les autres, à peu près comme des poissons frites, dans une assiette. Les parents essayaient de retrouver leurs chers petits, calcinés. Quelle tragique scène cela était !

Tout au long des rues, ce n'était que des corps morts jonchant le sol, tombés dans leur fuite éperdue, assésés par la fumée et l'immense brasier.

Partout, sur les sept canaux traversant la ville flottaient des multitudes de cadavres projetés là, qui semblaient, sur l'eau tranquille, être d'effrayants tonneaux.

Le plus poignant des récits, c'est celui vécu par ceux qui retrouvaient un membre de leur famille, coincé sous les décombres de leur maison, gémissant, et dont il était impossible de tirer le corps, cependant que l'immense brasier, petit à petit resserait son étau. Hélas ! s'élevaient les cris d'appel au secours des êtres chers, cependant que les poutres ou des blocs de maçonnerie pénétraient dans les chairs de leurs membres.

Et voici l'immense feu dévorant tout.

Personne ne peut porter secours. La seule solution est de mourir là, auprès de l'être cher, dans les flammes, cependant que les victimes hurlent : « Fuyez, je vais mourir ici, fuyez ! ».

Mais on ne peut se résigner à fuir, délaissant l'être aimé. Certains, à plusieurs reprises essayent de s'enfuir, faisant taire leur conscience, mais en vain ; bientôt ceux-là revenaient sur les lieux et se précipitaient dans l'immense brasier, partageant le sort de leurs chères victimes. D'autres finissaient par se convaincre et fuyaient, avec cependant une douleur atroce ; ils seront, leur vie durant, rongés par le tourment.

De cette manière, en un instant, toute la ville d'Hiroshima s'écroule en ruine. Peu après toutes les voies menant hors de la ville sont pleines de files de réfugiés, courant, éperdus. Tous sont blessés par les brûlures atroces, causées par la radio-activité atomique. Tous sans exception ont des allures étranges, entourant leur tête des deux bras, jusqu'à la hauteur des yeux, les mains ployées sur les épaules. Ces figures ont l'aspect des fantômes de fiction. Leurs vêtements pendent en lambeaux, à demi-brûlés, couvrant des corps presque nus.

Ils se tiennent étrangement à cause de leur terreur sans borne et des souffrances occasionnées par les brûlures.

A l'extérieur de la ville, on fut rapidement au courant par l'arrivée des réfugiés. Des usines, des champs, tous accoururent porter secours. Les réfugiés furent accueillis dans les écoles, les temples, les usines, les médecins, dirigés sur des centres d'accueil.

Les paysans ont contribué à l'œuvre humanitaire en apportant du riz prélevé sur leurs insuffisantes réserves, le faisant cuire et le distribuant aux victimes pendant des jours et des nuits, sans se lasser, pendant que d'autres donnaient des soins.

En réponse à l'appel, lancé par la population « Sauvez Hiroshima ! », tous apportèrent sans épargne, vêtements et couvertures.

Tout est ruiné : Mairie, préfecture, bureaux de police, palais de justice, les communications sont rompues, la distribution régulière des rations de nour-

### Lettre de Jasuo JAMAMOTO Père de MAZMI

Je dois sans doute attribuer à la radio-activité de la bombe atomique, le fait que je sens mon corps tout pesant, que ma tête s'enfle de vésicules aqueuses, car j'étais au dehors, le matin de l'attaque aérienne et à ce moment, mon bonnet ayant été chassé, j'ai été choqué à la tête par une énorme chaleur.

J'étais comme sur des épines. Je pris ma température qui était de 38°5. Mes blessures locales me faisaient souffrir comme des multitudes de piqûres. Je me mis au lit et dans mes rêveries, j'imaginai les attitudes de mon fils brûlé à mort, atomiquement, alors qu'il était étudiant au premier lycée d'Hiroshima.

Le matin même, il était de service dans l'équipe de travailleurs formée par les étudiants de son école, tout près du centre de l'explosion.

Deux heures après le bombardement il était revenu à la maison avec un aspect on ne peut plus cruel, le corps entièrement brûlé. Ma souffrance est bien petite et incomparable auprès de ce que fut la sienne. C'était indubitablement un être bien éduqué, instruit, mon cher enfant aimé était le cristal de mon âme.

Sans cesse, je l'encourageais, lui disant qu'il était mon seul fils, qu'il devait absolument passer ses examens et survivre à cette guerre. Je l'envoyais d'abord à l'école élémentaire jusqu'à cette année (1945) où il réussit un examen d'entrée.

Pendant 14 ans, j'avais trimé pour ce résultat, aussi ma joie était-elle grande. Ce n'était, hélas ! qu'une éphémère fantaisie de l'imaginaire.

Le matin de l'attaque d'Hiroshima, je roulais à bicyclette ; j'entendis bientôt au-dessus de moi, un roulement de moteur qui, cependant, était autre que celui de l'avion américain B-29 que nous avions coutume d'entendre jusque-là. L'alerte était cependant terminée ; donc, je n'avais point l'intention de scruter ce ciel serein d'été. D'ailleurs, en ces temps, on était de moins en moins attentifs aux uns ou deux avions qui passaient chaque jour. Les premiers temps on avait été nerveux, craintifs et impuissants. Puis on s'habitua.

Une ou deux secondes plus tard, alors tomba une énorme colonne de feu, tel un gigantesque torrent, à quelques mètres, me sembla-t-il, de moi, dans un vacarme de cent-tonnerres. Je sentis que tout était fini ! Certes, le bruyant avion ennemi avait lancé sa bombe alors qu'il survolait Hiroshima, poursuivant sa route vers un autre but. Une bombe aussi près de moi, ne pouvait m'épargner !

A l'instant même où je pensais : c'est fini ! ma bicyclette me cognait en s'élevant, cependant que mon corps tournoyait une ou deux fois dans l'air ; l'instant suivant, j'étais rejeté en pleine obscurité derrière un abri. Je tentais

## SOUVENIR

de regarder et essayais de toucher avec mes mains : mon cou, ma poitrine, mes bras et jambes. Tout, certes, était en ordre. Je repris conscience et vis qu'instinctivement, je m'étais glissé sous une couverture en lambeaux auprès d'un mur de béton et que l'obscurité était due à la fumée et à de la poussière imprégnant l'atmosphère. Bientôt, le jour revint. Un aspect terrible, inimaginable, s'offrait à ma vue. Autour de mon corps, toutes les conditions étaient favorables pour la protection de ma vie, mais, sorti de mon abri, ma surprise fut sans égale. Je vis, dans le trouble, des hommes qui venaient à moi comme une marée, des femmes poussant des cris extraordinaires, des voix appelaient des noms de leur famille, pleurs et cris d'enfants augmentaient la terreur.

Je trainais avec moi, à demi-détruite, ma bicyclette, et allais à pied.

Quelques-uns criaient : « Que puis-je

faire pour ces blessés ? », « Oh est l'ambulance ? ». Tombés à terre, maculés de sang, personne ne pouvait les secourir.

Bientôt, de la direction de la gare, vint un groupe ; presque tous allaient nu-pieds. Certains perdent leur sang par tout le corps, d'autres, d'une main, retiennent le sang de leurs blessures ; tous se lamentent, certains, la chevelure à demi-calcinée, tombent pour ne plus se relever. Quelques-uns... et ainsi de suite, tous sont pâles, tremblant de frayeur.

J'essayais de m'approcher des blessés et demandais : « Où est tombée la bombe ? ». Mais tous me répondaient : « Je ne sais pas ! », comme s'ils ne voulaient ou ne pouvaient parler longtemps. Je doutais que tous ces blessés ne connaissent où était tombée la bombe ; c'était étrange !

Au tour de la gare, tout flambait. Ce feu provient-il de la bombe ? Toutes

### Victime de la bombe atomique d'Hiroshima

les maisons autour de moi étaient à demi-détruites, les toits soufflés, les poteaux rompus.

Je me faisais du mauvais sang, pour ma femme, mon fils, ma maison, que je regagnais au plus vite, à travers les rues obstruées par les décombres. C'est à grand-peine que j'atteignis ma demeure que je trouvais comme les autres, semi-détruite, la chambre du premier étage inclinée. Mon épouse accourut à moi, enveloppant son bras dans un linge. Elle s'écria joyeusement, nerveuse mais souriante : « Oh étais-tu ? ». Je supposais donc qu'elle n'était pas gravement blessée.

Entrant dans la maison, je n'y trouvais qu'un amas de petits morceaux de meubles, bois, plâtres et vitres. « Où est Mazmi ? ». Tout de suite je m'inquiétais sur le sort de mon fils, car ce matin-là, après la fin de l'alerte, il était rapidement sorti, pour son service de démolition des quartiers trop denses. « J'irais-je à sa rencontre ? ».

« Es-tu certain que dans son quartier il n'y avait pas de danger ? » me dit ma femme inquiète. « Non ! » répondis-je, car je supposais que seule la partie orientale de la ville était endommagée. Cependant je restais inquiet et décidais d'attendre là, car j'ignorais la voie que pourrait suivre mon fils.

C'est alors que j'entendis une voisine s'écrier : « Oh ! pauvre malheureux, où est votre maison ? ». — « Je suis Jamamoto ». Cela était certainement la voix de mon fils ! « Oh ! jeune M. Jamamoto, oh ! malheur ! ». Elle se consternait ; je bondis dehors. Indubitablement, c'était Mazmi, quelle cruelle figure il avait ! Son corps entier était dépouillé de sa peau, et c'est une nudité rouge de sang qui se tenait là. La chevelure entièrement brûlée ainsi que le visage. En aucune façon, je ne pouvais distinguer les traits passés de mon fils. Sans l'intuition, j'aurais certainement nié qu'il était mon enfant. Une voisine bien connue lui demandait : « Qui pouvez-vous bien être ? ». — « Est-ce toi, Mazmi ? », demandais-je. Tu es malheureux, mais je suis content que tu nous reviennes », lui dis-je, cachant mon désarroi. Il semblait très sensible et me répondit : « Oui, père ». J'appelai ma femme qui accourut, s'écriant : « Oh ! malheur ! Que faire, c'est affreux ! ». Elle se troublait, devenant comme folle.

Avant tout, nous le couchâmes dans le lit et nous dûmes découper son short qui était pendant, à demi consumé. Au moment où nous l'aidions à retirer ses chaussures et ses guêtres brûlées, il nous dit : « Je ne mourrai pas ». « Non ! tu ne mourras pas pour cela », m'écriai-je, tentant de me convaincre moi-même. De quel genre était la bombe ? Est-ce une ordinaire ? demandais-je à mon fils atrocement blessé, car je ne pouvais pas encore deviner. « Mon père, ce n'était pas une bombe ! ». « Donc une incendiaire ? ».

(Suite page 4)



sion : le plafond, les portes et fenêtres, mais pas terriblement.

Après la chute du Japon, nous avons tout de suite essayé d'entrer en relation avec des camarades, pour nous organiser ; mais la plupart avaient épuisé leur énergie et ne pouvaient plus s'enthousiasmer.

Ne pouvant non plus communiquer avec les camarades de Tokio, nous décidâmes donc préférable de ne pas nous dévoiler directement en tant que mouvement anarchiste, mais de lutter pour fracasser le féodalisme et le centralisme dans les provinces, pour pouvoir nous régir autonomement, en communistes libertaires.

Donc, en octobre 1945, nous fondâmes la Fédération Culturelle Japonaise de la région Centre. Depuis mars 1946, nous éditons une revue mensuelle : « Tchugoku » (Culture). Cet organe a changé de nom (actuellement « Liberté »), il remplit le rôle d'organe culturel de la Fédération Anarchiste Japonaise et en même temps nous éditons « Hiroshima Heimim Chibum » organe local. Le dernier porte le numéro 48, il aide d'une façon pratique notre mouvement dans la région d'Hiroshima.

Notre mouvement a subi une interruption de 10 ans. Cependant, après la guerre, nous avons travaillé 4 ans, battant un sentier très épineux, mais actuellement la sémence de l'anarchisme germe parmi les jeunes, pas tellement dru, mais vigoureusement, sainement. Je remercie et salue avec amour et estime, les camarades français qui se préoccupent du mouvement à Hiroshima et des dégâts atomiques.

Je termine ici ma lettre.

P. S. — Ayant connu par notre journal « Heimim Shimbum » le mouvement anarchiste en France, contre le barbare hitlerien pendant la dernière guerre, j'en suis touché et combien encouragé, vous ne pouvez l'imaginer.

Mon esprit se fortifie de savoir que maintenant nous vivons ensemble unis par une camaraderie fraternelle et en même temps par une forte haine contre les autorités.

De la lointaine Hiroshima.

La camarade Sadako KURIARA,  
Membre du Conseil local  
de la Fédération Anarchiste  
du Japon (Région Centre)  
Juin 1949.

### « Défense de l'homme » à un an d'existence

« Défense de l'Homme » n° 12 marque l'anniversaire de la revue. Nous qui fûmes si sévères pour les premiers numéros (et cette sévérité n'était pas sans fondement), nous nous félicitons de voir le contenu de la revue de L. Lecoq gagner à chaque numéro en valeur.

Toujours de bons articles de Lyg, Laumière, Pascal, P.-V. Berthier, Doutréau, A. Sergeant, Jospin, Leval.

Ceci ne signifie pas que nous soyons d'accord avec tout ce qui est écrit dans la revue. Mais la libre confrontation qui y règne permet au lecteur de choisir et c'est très bien ainsi.

Si « Défense de l'Homme » n'est pas une revue anarchiste à proprement parler, elle œuvre en tout cas pour la Liberté et nous formons des vœux pour qu'elle continue de se développer.



# LE CONCERT LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## La Dévaluation du Franc et la bataille ouvrière

par NORMANDY

visées par l'augmentation prévue. Ceux qui restent bavotent pour une baisse « effective » des prix de détail (5 %, ou 8 %, ou 10 %) récemment augmentés.

M. Auriant et M. Queuille consultent l'ermite qui s'est toujours trompé : M. Blum, M. Pétache est tout à sa dévaluation. M. Mollet joue du verbe et de la jambe. M. Mayer (Daniel) tire sa brasse au milieu des délégations ouvrières qu'il veut bien recevoir. Jusqu'au mitrailleur polytechnicien Moch qui en arrive à estimer devoir examiner sans fâche la clef des revendications des travailleurs. Ils s'aperçoivent tous, soudain, que les 12.400 francs de minimum vital mensuels, reconnus, cadastres, légalisés, sont nettement insuffisants, que les chômeurs parqués et les économiquement faibles sont dans une situation désespérée et que si cela continue la corde finira par casser. En foi de quoi, les miriflons entonnent le grand air de la « baisse autoritaire », sachant bien que cela se traduira par une hausse générale de l'infinie variété des prix sur les marchés.

Du côté des centrales syndicales, même concert. Harmonie chez les « officiels » : augmentation des salaires sous forme d'une indemnité mensuelle d'attente en prévision d'une révision pourcentage et générale des salaires dans le cadre des conventions collectives, en revalorisant la hiérarchie, etc. La C.F.T.C. traite jusqu'à l'établissement « d'une échelle mobile de la productivité » (?). Par contre les Autonomes, la C.N.T. et le Cartel national d'action syndicaliste réclament avec juste raison le retour aux conditions de vie de 1938 et l'écrasement d'une hiérarchie hypertrophiée. Mais quels seront les moyens employés pour forcer le gouvernement à capituler ? Les uns sont pour la grève perdue, les autres pour des délégations à jet continu au Ministère du Travail, les troisièmes pour une grève d'avertissement de 24 heures, les syndicalistes révolutionnaires pour la grève générale illimitée et immédiate. Ceux-ci seront-ils suivis ? La lecture du dernier communiqué du bureau confédéral de la C.G.T. nous laisse peu d'espoirs.

On en est là. En pleine mélasse. En pleins souks. Chez les marchands de tapis.

Pendant ce temps, le prolétariat, sans doute abasourdi par tant de discordance, tant de tintamarre, attend. On ne sait trop quoi quand le moment est on ne peut plus adéquat pour l'action.

Les politiciens syndicaux et autres auront-ils le dernier mot ?

LES dés sont jetés et le résultat n'est pas brillant. De l'aveu même des financiers et des économistes distingués, le sort des monnaies occidentales se jouera dans les semaines à venir. Voilà ce que déclare l'éditorialiste du « Monde » (21-9-49) au sujet de l'Angleterre, responsable de la dévaluation « en cascade » : « Il est vrai que le succès de la dévaluation va dépendre en grande partie du salariat. La partie jouée par Sir Stafford Cripps ne peut être gagnée en effet que si, par suite de la dévaluation, l'exportation s'accroît très sensiblement ; ce qui suppose d'une part le blocage des prix et des salaires, afin que les prix anglais restent avantageux sur les marchés extérieurs, et ce qui suppose en outre des produits plus rares sur le marché intérieur, puisqu'une plus grande partie de la production s'en ira à l'étranger.

« Ce n'est pas tout. Il est bien évident que dans un pays dont l'industrie dépend si étroitement des importations et qui s'efforce à juste titre de maintenir coûte que coûte le plein emploi, la hausse des produits importés — prenons l'exemple du coton et des métaux non ferreux achetés aux U.S.A. — ne peut pas ne pas provoquer une hausse correspondante, si faible soit-elle, de

plusieurs produits destinés à la consommation intérieure ».

A des nuances près, M. Pétache, partisan du libéralisme économique, propose au prolétariat français ce que Sir Stafford Cripps, champion du dirigisme, injecte à dose massive au prolétariat anglais. Savoir : Blocage des salaires, production accrue, hausse du coût de la vie. Même résultat atteint par deux chemins différents et procé-

de travail, un renvoi aux calendes grecques du programme des grands travaux et de reconstruction, le franc — comme la livre — résistera ou ne résistera pas au nouveau coup dur qui vient de lui être porté. Ainsi, tout le régime est en jeu du fait de la dévaluation. Le prolétariat français et d'Europe occidentale a son destin bien en main. Il est maître de ses destinées. Il lui suffit d'agir, de donner une toute petite pou-

tiles, tous exploités. Sous prétexte de « sauvetage du franc » — dont l'ouvrier n'a que faire — de « stabilisation économique » — plus qu'aléatoire — ils veulent nous faire accepter notre misère, nos taudis, nos vieux crevant d'inanition, nos espérances sans cesse bafouées, notre travail harassant et sans joie, leur armée pléthorique, leurs guerres et leurs escroqueries à faces multiples. Eh bien ! non, non et non. A nous de montrer que nous comprenons autrement le syndicalisme que les cheminots anglais.

Messieurs, vous avez joué. Vous avez perdu. A vous de payer maintenant. Place à la promotion ouvrière !

par J. BOUCHER

dant du même mépris de l'homme. Il faudra donc, si le peuple français ne réagit pas et pour que l'opération monétaire en cours réussisse (?), du point de vue capitaliste, que le volume des exportations augmente. Or, pour que l'exportation s'accroisse, il faut que les prix de revient baissent ou qu'ils se stabilisent aux taux actuels et dans ce cas, que la quantité des produits finis augmente. D'où nécessité de produire davantage et mieux. Les ouvriers devront donc « faire un effort » sans pour cela que leurs salaires subissent les majorations escomptées. Si cet effort n'était pas fait, les gouvernements, pour tenir, seraient obligés de détourner vers l'extérieur, une notable partie des denrées destinées jusqu'ici à la consommation intérieure (soit autoritairement, soit en augmentant les prix de détail sur les marchés métropolitains). Tout cela en achetant plus cher les matières premières venant de la zone dollar. D'une manière ou d'une autre : hausse obligatoire du coût de la vie dans un avenir très proche puisqu'il n'est pas question de réduire les profits capitalistes.

Blocage des salaires, production accrue, hausse du coût de la vie, voilà ce que nous promet M. Pétache, tout souriant, tout plaisantier, le coup ne l'attristant pas, lui. Et de prôner l'ascétisme, la vigilance patriotique, et tout et tout. Même la menace cachée ; selon que la classe ouvrière de France acceptera ou n'acceptera pas une nouvelle réduction de son pouvoir d'achat déjà, rogné de 50 p. 100 par rapport à celui de 1938, une aggravation du chômage, un renforcement des cadences

sée de l'épaule pour que tout le monument lézardé s'écroule. Ce que nous n'avons fait que répéter depuis 1944. Et que fait-il ? En Angleterre, après la magnifique grève des dockers, le courant revendicatif avait fait tache d'huile. Cheminots, mineurs, en particulier, malgré l'avis des bureaux et du Congrès des Trade-Unions, s'étaient prononcés pour la grève perdue et une augmentation substantielle pour tous de 10 shillings par semaine (soit 500 frs). LES CHEMINOTS VIENNENT DE RENTRER DANS LE RANG EN RETIRANT LEURS REVENDICATIONS. Ils se contentent d'exiger un MINIMUM VITAL de 5 livres par semaine, ce qui constitue un triomphe gouvernemental. On pourra longuement épiloguer sur les causes de cette désertion dans la lutte, rappeler les trahisons des cadres syndicaux, la politisation du T.U.C., la proximité des élections, etc... En fait, le recul des cheminots anglais est marqué au coin par la peur, une peur devant les responsabilités encourues, la peur de se trouver placé dans une situation révolutionnaire sans précédent.

En France, pour calmer les esprits surchauffés, pour couper l'herbe sous le pied de ceux qui revendiquent, M. Pétache va lâcher un os aux dogues lancés à ses trousses. Une misère. Mais une misère jouant sur le terrain psychologique. Puis à nouveau : blocage des salaires, sans se soucier le moins du monde de la flambée des prix. Ainsi, les dirigeants de ce pays espèrent-ils sauver leur damné régime, régime où la fraction travailleuse (70 p. 100 de la population active) entretient un nombre restreint d'incapables et d'in-

AU MÉTRO

## Se taire ou mentir...

EN mars dernier, le Libéraire publiait un article sur la C.G.T.-Métro, renvoyant dos à dos son secrétaire, Allain, et Tournemaine, de la C.G.T.-S.N.C.F.

Or, nos staliniens du Métro ne sont pas contents. Car un conducteur de la R.A.T.P., B..., appartenant au syndicat autonome s'est permis d'afficher l'article au corps de garde de Nation-2.

En un pathos angouïssant, dont il garde jalousement le secret, Départ, hebdomadaire des communistes de la R.A.

T.P., du 14 août, tente une lamentable réponse.

Le Lib avait écrit « le camarade Allain ». Départ nous dit : « Kamardé est un mot boche ». En l'occurrence, nos nacos sont orfèvres : ils sont bien placés pour connaître la grammaire de leurs amis de 39-40... Et, pour nous, le K établit un rapprochement entre les langues russe et allemande. « Nos « col-labos » de 1940, malgré leur feinte colère, l'avaient d'autant mieux compris que, plus loin, nous parlions de « vodka ».

Et Départ traite B..., et C..., conducteurs au Métro, de Kollaborateurs, de nazillons.

Nos communistes, devenus patriotes, militaristes — et cependant partisans acharnés de la paix, comprennent qui pourra — ont la mémoire courte.

En fait de nazis, nous avons souvenance d'une certaine affiche de la Fédération de la Seine du parti communiste, placardée en juillet 1940, où le populo était invité à « fraterniser avec l'occupant ». Nous avons souvenance d'une affiche de l'« irréprochable » Cachin, dénonçant « la provocation que constituent les attentats contre les membres de l'armée allemande ». Nous n'avons pas oublié la poignée de main de Staline à Ribbentrop, ni la signature du pacte germano-soviétique du 22 août 1939. Ni les reproches de Molotov à Hitler, le jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, où le premier disait au second : « La Russie n'a pas mérité cela ; elle a rempli fidèlement ses engagements envers sa grande amie l'Allemagne ». Ni l'autorisation donnée à Maurice Tréan et Denise Ginollin, députée communiste, par la Propagandastaffel et le commandant du « Gross Paris », de faire paraître l'« Humanité » sous contrôle allemand en juillet 1940.

Allons, cher Départ, il est imprudent de parler de corde dans la maison d'un pendu.

Mais ne vaudrait-il pas mieux laisser là toutes ces « erreurs », toutes ces foutaises, tout ce battage sur le dos des morts ? Ne vaudrait-il pas mieux laisser la politique aux politiciens et chercher à rapprocher ceux qui souffrent, en éliminant leurs parasites ? Nous n'avons mis sous vos yeux les contradictions de Tournemaine et de Allain — c'est-à-dire de la C.G.T. — que pour que vous puissiez en tirer vous-mêmes les conclusions qui s'imposent. VOUS N'AVEZ PAS REPONDU. Vous avez étudié la question. Rendons à César ce qui lui appartient : Allain est un syndicaliste très actif et nous aimerions que Tournemaine en fasse autant à la S.N.C.F. Il n'empêche ce-

## HIROSHIMA

## Lettre de Jasuo JAMAMOTO

(Suipe de la 3<sup>e</sup> page)

« Non plus, mais quelque chose de tout autre ! » répondit-il.

Cela doit être une nouvelle arme de haut effet, mon cerveau était plein de curiosité et de doute.

Ayant appelé un voisin, avec ma femme nous préparâmes un panneau de porte en guise de brancard, sur lequel nous mîmes mon fils avec le lit, et nous le portâmes sur les épaules jusqu'à l'ambulance, qui se trouvait dans la tranchée, distante d'un kilomètre. En cours de route, la sirène d'alarme se mit à mugir, annonçant l'approche d'avions, mais sans plus nous préoccuper, nous arrivâmes au poste de secours. Il y avait déjà là, entassés, une foule de blessés graves, attendant leur tour en une longue file, cependant qu'arrivait un médecin de l'armée. Il soigna mon fils en le badigeonnant d'huile. Au sujet du bras gauche, fendu comme la bouche, il dit : « Cette blessure se guérira bientôt naturellement », et il s'en fut vers d'autres blessés sans plus de soins. Nous le ramenâmes donc à la maison, réclamant en chemin de l'eau à boire, que je lui donnais de ma bouteille.

Quand nous le couchâmes dans ce qui restait de notre maison, il dit alors : « Je n'ai pas plus loin, mes chers parents ». Il semblait alors se tranquilliser et nous raconta calmement tout ce qu'il avait vécu en cet instant tragique. Il avait été comme tout l'objet de frayeurs inconnues.

« Comment as-tu pu revenir jusqu'à la maison dans ton état ? » lui demandais-je. « Je voulais vous tranquilliser, mes parents, et j'ai fui je ne sais comment la gehenne », répondit calmement mon fils.

Dans la nuit, il devint très calme mais implorait à boire sans cesse. Je savais que dans son état lui donner tout d'eau n'était pas bon, mais ma femme, bon gré mal gré, lui en donnait selon sa demande. Il parlait peu dans son délire, et vraiment, alors, je ne désespérais pas.

### La Nuit du « Libéraire »

C'est le 11 novembre qu'aura lieu la fête annuelle de notre cher « Lib ». Cette année, nous avons fait un effort exceptionnel afin de donner un éclat particulier à cette traditionnelle manifestation.

Un magnifique gala artistique avec les vedettes les plus connues du monde de la danse, du chant, du théâtre sera suivi d'un grand bal de nuit agrémenté d'attractions.

Dès maintenant, retenez vos places !

Les cartes sont en vente au « Libéraire », 145, quai de Valmy.

C. L. E.

Réunion tous les jeudis du C. L. E., à 20 h. 45, salle des Sociétés Savantes, Paris-6<sup>e</sup>. (Voir panneau affichage.)

Au dehors, des gens parlaient, en regardant derrière le pare-bras rayonné du brasier allumé depuis le matin, mais je ne voulais même pas le voir.

Ma femme gémissait constamment ; je la tranquillissais en lui disant : « Ne t'inquiète pas, il guérira », et je me couchais auprès de mon fils, mais, bien entendu, sans pouvoir dormir.

Autour de 23 heures, mon fils me demanda, avec une faible respiration : « Père, est-ce possible que l'Utopie existe vraiment ? ». Cette question inattendue m'étonna, ma femme de même, et nous fûmes envahis par le trouble ; mais elle lui répondit : « Oui, certes, là on n'y fait jamais la guerre, c'est un lieu pacifique et tranquille où l'on est toujours en bonne santé » et ainsi, de suite, lui disant tout ce qu'elle savait sur ce sujet. Mon fils écoutait cela dans le ravissement, mais il demanda encore : « Est-ce que là aussi, il y a des confitures ? ». Cette naïve question nous surprit plus encore. « Bien sûr, il y a de douces confitures et tout ce que tu aimes s'y trouve », répondit-elle, patiemment, se retenant de pleurer. « C'est vrai ? Donc que je meure ! ». Je ne pouvais même plus

gémir, ma femme, elle, devint silencieuse comme la pierre.

Notre Mazini chéri, délinant de plus en plus, disait dans un murmure : « Car je suis étudiant du premier lycée ». C'est à croire qu'il était dans l'imagination, qu'il vivait par plaisir, la vie de l'école, malgré les temps de l'escavation militaire, et qu'il planait dans l'espérance en l'avenir.

Je ne voulais cependant pas désespérer ma femme en répondant à sa demande : « Sera-t-il sauvé ? » « Oui, oui, bien sûr ! » dis-je.

J'espérais encore dans le hasard, j'espérais encore qu'il survivrait. Mais mon espoir fut déçu. Dans le milieu de la nuit, Mazini fit ses adieux à ce monde et mourut dans les bras de ses parents qu'il aimait.

Jasuo JAMAMOTO.

Traduction Japonais-Esperanto : T. Jamaga.

Traduction Esperanto-Français : Paul Champs.

Progresser, c'est réaliser des utopies.

Oscar WILDE.

## Dans les Métaux

### Chez Mathis

MATHIS à Gennevilliers est une usine où il n'est guère agréable devoir travailler pour gagner sa vie. Quelques minutes avant l'heure de sortie, M. Wépierre, le chef du personnel, émerge de son bureau et surveille les lavabos de loin. Et s'il aperçoit quelqu'un s'y lavant les mains ou le visage, il vient le trouver et lui dit :

— Dites-donc, Z..., vous savez que vous n'avez pas le droit de vous laver les mains avant l'heure ? Je vous donne un avertissement et je vous fait sauter une demi-heure !!

Et c'est un fait acquis que dans cette maison les ouvriers n'ont pas le droit de se laver les mains avant l'heure. Ils n'ont pas plus de droits que de prime de vacances. Ils n'ont, pour leur part, que des devoirs ; et en premier lieu, bien entendu, devoir de travailler et devoir d'être dociles. Tous les droits appartiennent à la direction, qui en use et abuse avec une extraordinaire désinvolture. Par exemple : droit d'interdire aux ouvriers, sous peine de « rupture de contrat », de prendre plus de deux semaines de vacances ; et après ces deux semaines de vacances, droit de fermer l'usine et de lock-outer le personnel : droit d'interdire l'entrée de leur cantine aux ouvriers pendant le lock-out, de les faire attendre plus d'un mois leur « chômage partiel » et deux semaines pour leur dernière paye ; droit de faire rentrer qui lui convient, de licencié sans préavis les quelques cent soixante personnes dont les têtes ne lui reviennent pas ; droit de ne donner que 1.500 francs d'acompte aux nerfs qui en demandent 5.000 et les ont largement gagnés ; droit de distribuer la paye ou les acomptes une heure après l'heure de sortie... Et ainsi de suite.

M. Bousquet, le troisième ou quatrième (on ne sait plus au juste...) directeur depuis la « Libération », est un spécimen curieux de patron de

combat. Sorte de Napoléon escamotable, sa tactique relève plutôt de la guerre de mouvement et ses victoires dérivent toutes du repli élastique. Toutes les délégations ouvrières montent à son bureau pour le voir n'ont jamais la chance de le rencontrer et elles doivent, faites de mieux, se rabattre sur « Monsieur Wépierre », individu sceptique, au perpétuel (et involontaire) haussement d'épaules, plein d'une morgue hautaine qui cadre mal avec sa silhouette cocasse de quarante kilos. Il semblerait plus à sa place comme clown triste que comme chef du personnel. L'usine ne compte que deux syndicats : la C.G.T. qui là, plus qu'ailleurs, est communiste, et la lympatique C.F.T.C., aux militants insignifiants. La C.G.T. ne fait peut-être pas grand chose, mais tout ce qui se fait dans l'usine est fait par elle. Et ses

militants, bien que sectaires, admettent la discussion. Et leur avantage est d'être sincères. En vérité, l'usine Mathis de Gennevilliers n'est plus du ressort direct de Mathis ; celui-ci en a fait une quelconque société anonyme (Mécamat S.A.R.L.) qu'il gère en sous-main, sans se mouiller. De là cette succession de directeurs et de cadres « de paille », à laquelle on assiste depuis la « Libération ». Cette entreprise vit, au jour le jour, avec beaucoup de millions à découvert. La caisse est souvent vide et il arrive qu'on hâte la livraison de quelques moteurs « Bernard » pour pouvoir payer les ouvriers.

Deux grosses entreprises semblent d'ailleurs se disputer la possession de cette usine : « Bernard Moteurs », pour qui Mathis monte des moteurs, et la General Motors. Et la convoitise de ces deux sociétés semble être pour quelque chose dans tous les ennuis (surtout financiers) dont souffre la Mécamat. Le M. Bousquet, surnommé directeur de cette dernière et personnage aux reins souples se défend de son mieux avec sa tactique habituelle. Ses procédés sont peu sportifs et assez déconcertants. On chuchote que la mal-façonn des moteurs Bernard, construits en sous-main chez Mécamat, fut passivement voulue et entretenue, afin d'attirer l'attention des clients sur un moteur Mathis de mêmes caractéristiques. Et, en dernière analyse, le récent lock-out n'aurait poursuivi d'autre but que de faire pression sur le ministère du Travail par les délégations ouvrières, et par le truchement de celui-ci contraindre la B.N.C.I. (ou Mécamat) à un découvert de 15 millions) à lâcher quelques millions, nécessaires au redémarrage de l'entreprise, après les vacances.

Mathis, à Gennevilliers, est une usine où il n'est guère agréable devoir travailler pour gagner sa vie.

Y. DAJONC.

### Chez Renault

Pour être rentré en retard après les vacances, notre camarade Orthès, militant anarchiste espagnol, a été licencié à la demande du chef d'équipe Fayat, ex-délégué C.G.T., qui a remis son ancienne affiliation afin de ne pas compromettre sa place et ne pas déplaire au chef d'atelier, anti-syndicaliste notoire.

Cette mesure arbitraire a été appliquée avec la complicité du comité d'entreprise à majorité stalinienne.

Nous réservons à notre heure la réplique qui s'impose à ces « syndicalistes » qui pratiquent un internationalisme pour le moins équivoque.

VAGALAM.

## COMMUNIQUÉ de la C. N. T.

La Commission administrative de la Confédération nationale du Travail, faisant le point des conditions de vie des travailleurs, dans sa réunion du 23 septembre, constate que la restauration économique du pays s'est faite sans qu'ils eussent acquis un droit quelconque de gestion ou de contrôle réel, que leur capacité d'achat a évolué en raison inverse aux bénéfices ascendants du capitalisme.

Qu'il n'est pas nécessaire de faire le bilan de la politique de la baisse pour la caractériser comme une duperie et une escroquerie morale ;

Que la dévaluation, quoiqu'en disent ses auteurs et ses panégyristes, aura des répercussions sensibles sur les budgets ouvriers par l'élévation des prix qu'elle apportera ;

Que l'abolition, même partielle, des contingents et des droits d'entrée contribuera à aggraver le chômage existant, l'Industrie nationale n'étant pas en mesure, aussi bien sur le marché intérieur que sur le plan international, d'affronter les fabrications américaines qui bénéficient d'une technique supérieurement développée.

Pour ces raisons, et afin que les travailleurs ne soient pas les victimes des manipulations monétaires et du marasme économique inhérent au système capitaliste, la C.A. invite les chômeurs à se grouper dans des comités en liaison avec les syndicats C.N.T. pour exiger :

- L'ouverture d'un fonds de chômage dans toutes les localités ;
- Des allocations de chômage permettant de vivre décemment ;
- La gratuité des transports dans un rayon de 35 kilomètres ;
- En vue d'enrayer le développement du chômage et de le résorber, elle demande la réduction de la semaine de travail qui, en aucun cas, ne pourra être supérieure à 40 heures ;
- L'application de l'échelle mobile aux salaires et traitements, après ajustement en prenant comme base ceux de 1938.

De plus, consciente du danger que représente l'arbitrage obligatoire, dont l'institution permettrait à des fonctionnaires d'appliquer la politique gouvernementale de freinage des salaires et de repousser les légitimes revendications de la classe ouvrière, la C.A. déclare s'y opposer formellement.

## A la F. T. R.

Le Congrès National de la FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL se tiendra les 8 et 9 octobre, Salle C, Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris (métro : Odéon). En raison de l'importance de ce congrès, tous les syndicats doivent se faire représenter. Présence assurée de délégations belges, espagnoles, anglaises, etc., ainsi que de journalistes de la presse amie.

pendant que tous deux font passer le « parti » avant le syndicalisme, Allain étant dans cet ordre d'idée beaucoup moins sectaire que Tournemaine.

Mais les deux défendent la hiérarchie d'arrache-pied : c'est la négation même du véritable syndicalisme.

Qu'on le veuille ou non, constatons-le en essayant d'éliminer notre juste rancœur : il y a tout de même trahison envers le prolétariat.

René GUY.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-8<sup>e</sup>.